

La Vie Internationale

11 Décembre 57
EQUIVOQUES

L'équivoque qui pèse sur les buts de la politique française depuis six mois s'était à demi dissipés après la conclusion des accords de Londres et de Paris. Elle reparait aujourd'hui à la veille de leur ratification. Les réserves faites par M. Dullès sur l'initiative française à Moscou et l'accueil réticent de Londres, montrent que le jugement porté en juin dernier sur le « néo-nationalisme » demeure valable. Il est difficile de faire la part de ce qui représente une tactique parlementaire destinée à faciliter la ratification des traités et du but véritable qui tendrait à ranimer l'esprit de l'accord franco-soviétique de 1944. Le satisfecit donné par le Général de Gaulle à la politique actuellement suivie laisse le doute entier.

Négociation parallèle.

Il n'en reste pas moins que l'idée d'une négociation parallèle avec Moscou pouvant remettre en cause, sinon les accords entre les Alliés, du moins leur application est bien engagée. M. Mendès-France propose aux Soviétiques de ratifier le traité autrichien en concédant aux Russes, un délai de deux ans au lieu de trois mois pour évacuer le pays. Le chancelier Raab a-t-il ou non donné son accord à ce projet ? On n'en est pas sûr. Le risque, en cas d'acceptation par Moscou, est de laisser à l'U.R.S.S. au cours de ce long délai toutes sortes de prétextes pour le prolonger indéfiniment.

Les Russes pourraient donner cette preuve de bonne volonté à bon compte. Il y a tant de clauses dans l'accord autrichien dont ils pourraient contester l'observation, soit par les Autrichiens eux-mêmes, et par les autres occupants. De plus on peut toujours se demander si la visite de l'ambassadeur Vinogradov à Colombey-les-deux-Eglises n'avait pas pour objet de préparer un marché de ce genre. La modération de l'ordre du jour qui a suivi à Moscou la Conférence des Satellites tend à faire croire que la porte reste ouverte à un compromis qui enlèverait toute valeur pratique aux accords des Alliés occidentaux avec l'Allemagne.

En tous cas, malgré la réserve du Chancelier Adenauer qui ne peut pas compromettre les chances d'obtenir de son propre parlement une ratification prochaine, en dépit des réticences des députés du Bundestag sur l'accord sarrois, le malaise franco-allemand que l'on voulait, en paroles, dissiper est plus lourd qu'il n'était depuis la fin de la guerre. On soupçonne la France de chercher à endormir l'opinion d'outre-Rhin pour l'enfermer mieux dans l'état Paris-Moscou. Les Soviétiques, de plus, conservent l'initiative que les accords de Paris et de Londres avaient pour objet de leur retirer. Il suffit d'un geste de Molotov pour en revenir à la situation d'après le rejet de la C.E.D. Il n'est pas sûr qu'il s'y décide, mais cela demeure possible.

Dangers de cette politique.

Le plus fâcheux est que l'on n'y gagnera rien. On ne sauvera pas le Sud-Vietnam en pleine décomposition politique et militaire. L'accalmie en Afrique du Nord ne durera que le temps nécessaire aux tractations franco-russes et le terrorisme apaisé par quelques tours plus ou moins équivoques et sans garantie pour l'avenir, reprendra avec une force accrue et l'on aura perdu la confiance des Alliés dont l'appui est indispensable pour en venir à bout.

La seule politique digne de la France est celle de la loyauté à l'égard du Monde libre dont, quoiqu'elle fasse, elle demeure solidaire dans la prospérité, comme dans le malheur. Elle en a pâti, dans le passé, de s'en écarter avec la politique de Pierre Laval que nous évoquions précédemment et qui lui aussi proclamait la pureté de ses intentions et elle n'a fait que fortifier les desseins agressifs d'Hitler et de Mussolini.

Le voyage de Tito aux Indes.

Une autre équivoque se précise dont nous avons toujours signalé les tendances. Le Maréchal Tito entreprend un voyage aux Indes et en Birmanie — c'est-à-dire chez les neutralistes d'Asie — après avoir souri aux toasts chaleureux de Malenkov et de Krouchtchev. Que peut avoir à faire le maître de la Yougoslavie dans cette partie du monde où aucun intérêt économique ou politique ne l'appelle ? Le Pandit Nehru va se rendre à Moscou. Les conversations préalables avec Tito préparent-elles un détour pour ouvrir au Maréchal la porte du Kremlin ? Ce rapprochement avec l'Italie consécutif à l'accord sur Trieste ne serait-il qu'un moyen de couvrir ses arrières ? L'homme est astucieux et Londres et Washington ne paraissent pas très rassurés.

L'action anti-communiste en Italie.

Cependant des nouvelles d'importance nous viennent d'Italie. Nos lecteurs savent à quel péril la péninsule est exposée : la prise du pouvoir légal par l'alliance des communistes et des socialistes nenniens à la suite des prochaines élections. La discorde entre les démocrates, la politique du pire pratiquée par les néo-fascistes, rendent l'hypothèse vraisemblable. Le gouvernement Scelba, fortifié par l'amélioration de la situation économique, profite du discrédit jeté sur le parti communiste par le scandale soulevé autour du président du Conseil général de Rome Sotgiu pour frapper un grand coup contre l'organisation clandestine des gens de Moscou.

Action délicate, car elle doit demeurer dans les limites constitutionnelles, sans loi d'exception, avec les armes dont dispose un régime démocratique. Il ne saurait donc s'agir de mettre le parti hors la loi,

on ne le dissoudra pas, mais d'atteindre non point son caractère de parti politique, mais sa nature de société secrète. Les moyens exposés par Scelba sont encore vagues mais rappellent avec plus de force les mesures préconisées ici par M. Pinay et reprises timidement au congrès des indépendants.

D'abord exiger des fonctionnaires occupant un poste de responsabilité, la loyauté absolue au régime démocratique. On en était presque aussi loin en Italie que chez nous, bien qu'il n'y ait pas eu « d'affaire des fuites ». Dissolution ensuite des organisations sociales ou coopératives qui couvrent l'action du parti et qu'il a monopolisées et les rendre à la collectivité tout entière, couper à la frontière le courant de subsides clandestins qui alimente la caisse du parti et contrôler les transactions bancaires et commerciales qui masquent ces apports de fonds, enlever enfin à l'usage du parti les commandes, subventions publiques et adjudications ainsi que l'usage de tout bien ou établissement relevant de l'autorité de l'Etat et des collectivités locales.

Si ces mesures sont appliquées, le communisme sera limité à son action légale de parti politique sans privilège public ou clandestin et perdra les moyens de pression qu'il détient par l'intérêt matériel sur les électeurs. L'œuvre est immense, de longue haleine et demandera une énergie peu commune dans ce pays de l'« Omerta », c'est-à-dire de la complicité occulte. On dit que Scelba en est capable ; nous le suivrons avec intérêt.

CRITON.